

# Comment passer du « scénario concurrence » au « scénario coopération » ?

*Dans l'intérêt de tous*

*— producteurs, industrialisés et PMA —*

*il faut stabiliser les cours... Sans oublier les lois du marché*

Les « associés-rivaux » ont enfin réussi à entériner l'accord d'armistice, après une guerre des prix sans merci. La 84<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OPEP, tenue à Vienne du 21 au 28 novembre, fera date dans les annales de l'Organisation. Les tiraillements internes ont été mis en sourdine. L'unité tant recherchée est restaurée autour d'un projet accepté par la totalité des membres : un plafond de production de 18,5 Mbj (millions de barils par jour), pour le premier semestre 1989, un accroissement global de 1,9 Mbj, soit de 11,4 % par rapport au dernier plafond, avec un objectif de prix de 18 dollars le baril. L'Irak et l'Iran acceptent le même quota de production (2,640 Mbj) et réussissent ainsi à faire la paix sur la scène pétrolière. Une question, cependant, reste posée : quelle est l'espérance de vie de cet accord ? Le moment de répit tant attendu est-il appelé à durer ?

« Nous sommes sur un palier de prix durable », affirme à Arabies le président honoraire de l'Institut français du pétrole, Pierre Desprairies. De son côté, Joseph Story, président de la compagnie Gulf Consulting Services, déclare : « La demande augmente lentement, la production des pays hors OPEP s'oriente doucement vers un équilibre. Maintenant, vous avez treize pays qui travaillent ensemble... 1989 sera probablement une bonne année. »

Cet optimisme n'est pas partagé par tous les experts pétroliers. La prudence reste de mise

pour Antoine Ayoub, président d'Enercop (Energie et coopération internationale) : « Même si l'OPEP, dit-il, réussit encore une fois et malgré les tiraillements à conclure un nouvel accord sur le plafond de production et sur les quotas incluant l'Irak, la question de survie de l'accord me paraît problématique. » Des intérêts nationaux divergents menacent de faire échouer la réalisation de l'objectif commun : mais aussi, comment ne pas observer que la politique du « chacun pour soi » menée avec acharnement par les « associés-rivaux » finit par léser l'intérêt national, à moyen et à long terme...

## ■ UN COMPORTEMENT SUICIDAIRE

... Le « scénario de concurrence » est un « scénario suicide » où les pays membres de l'OPEP augmentent leur production dans une conjoncture de baisse de la demande de pétrole OPEP et se livrent une concurrence irrationnelle pour arracher à l'autre des parts de marché ! Ainsi, tout récemment, nous avons pu constater des dépassements continuels de quotas par les Emirats Arabes Unis. Cette politique de reconquête de parts de marché conduit à l'effondrement des prix. Les conséquences d'un tel scénario sont tragiques sur tous les plans : financier, économique et social. Pour mesurer l'ampleur de la baisse des prix et des revenus des pays membres de l'OPEP durant les sept dernières années, il suffit de rappeler certains chiffres significatifs cités par Nicolas Sarkis, directeur du

Centre arabe d'études pétrolières (CAEP), lors du colloque sur *L'Évolution des prix du pétrole*, organisé par la CCFA (Chambre de commerce franco-arabe) et le CAEP, les 8 et 9 novembre derniers : les revenus réels pétroliers des pays de l'OPEP ont chuté (sur une base 100 en 1980) de 79.1 milliards de dollars en 1973 à 59.3 milliards de dollars en 1987 ; au même moment, leur population s'est accrue de 46.6 % — passant de 289.8 millions d'habitants en 1973 à 425 millions en 1987 — et leurs besoins financiers ont considérablement augmenté à la suite des vastes programmes de développement qu'ils avaient lancés. Une telle amputation de revenus conduit nécessairement à des situations dramatiques : plusieurs des pays membres de l'OPEP sont fortement endettés : Nigeria, Venezuela, Equateur, Gabon, Algérie, Indonésie ; plusieurs Etats sont acculés à réduire leurs dépenses gouvernementales destinées à la consommation de masse, et ces mesures ont provoqué de graves conflits sociaux.

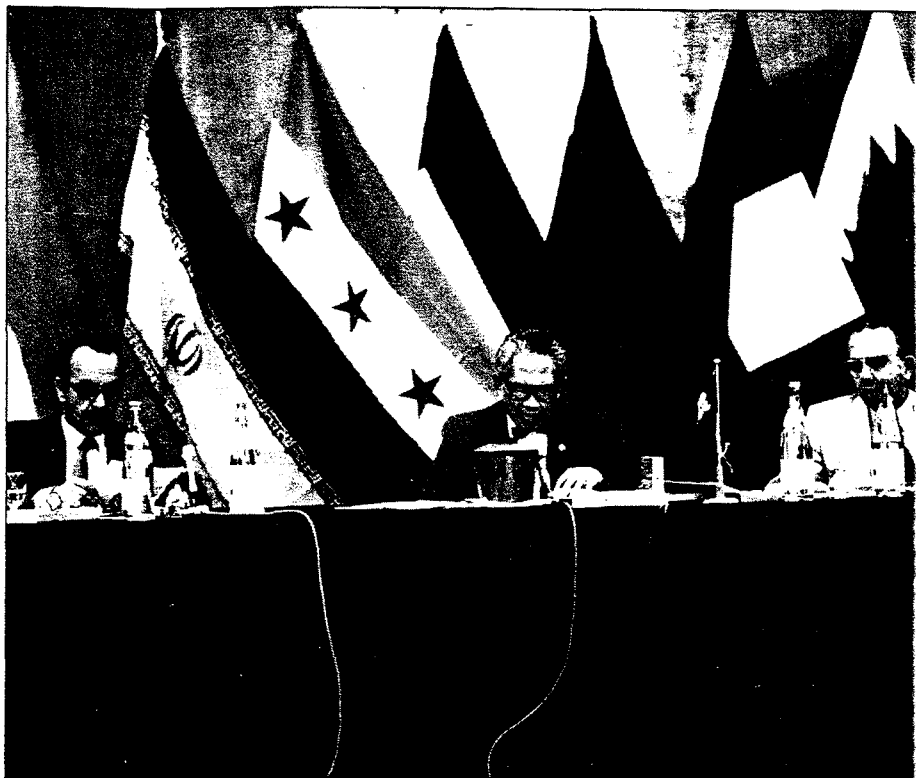
Dans les pays riches du Golfe, la chute des revenus pétroliers a eu pour conséquence de geler certains investissements et plusieurs projets, de réduire l'activité économique, d'entretenir et d'amplifier des déséquilibres socio-économiques. Le marasme économique s'est répercuté sur les autres pays de la région, qui bénéficiaient indirectement des revenus pétroliers. C'est ainsi qu'une bonne partie de la main-d'œuvre, venue des pays exportateurs de ressources humaines vers les pays exportateurs de l'or noir, se voit réduite au chômage du fait de la réduction de la manne pétrolière : d'où une diminution du débit des flux de devises vers l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie, les deux Yémen, etc.

Le « scénario de concurrence » — entre les membres de l'OPEP, entre l'OPEP et les pays NOPEP (Non OPEP) — n'est donc pas souhaitable et devrait céder la place à un « scénario de compromis »...

#### ■ LA SOLIDARITÉ. CONDITION SINE QUONIAM

Pour commencer, compromis au sein de l'OPEP, qui implique d'abord une relative affirmation de l'autorité et de la force de l'OPEP. Cette affirmation suppose une réelle cohésion des pays membres, difficile car l'Organisation est minée par des dissensions qui ne sont que l'expression d'une diversité financière, économique, sociale et politique (voir l'encadré : *L'OPEP, conglomerat hétéroclite*).

En effet, alors que certains des membres, dans le Golfe, se caractérisent par des réserves pétrolières importantes, une faible population et bénéficient par conséquent d'excédents financiers substantiels, d'autres Etats, dont les réserves pétrolières sont plus réduites, doivent su-



P. PERRIN GAVMA

bir le poids écrasant de la dette et nourrir une population de plus en plus grande : dans ce groupe, se situent le Nigeria, l'Indonésie, l'Algérie, le Venezuela, l'Équateur, le Gabon, l'Irak et l'Iran présentent un troisième type de situation, intermédiaire.

Pourtant, un même objectif unit les pôles les plus extrêmes de l'OPEP. La 84<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OPEP en est l'illustration. L'accord du 28 novembre 1988 prouve que les pays membres ont choisi de dépasser l'optique de la courte vue pour s'atteler à la planche de salut : celle de la stabilité des prix autour de 18 dollars le baril, avec de nouveaux quotas de production...

Une telle stabilité d'un prix agréé par les différents acteurs sur la scène pétrolière est d'autant plus nécessaire que l'or noir reste un produit stratégique pour toutes les parties concernées. La stabilité du marché dans une fourchette de prix définie par des attitudes pragmatiques — comme le souligne Pierre Desprairies —, ou bien dans le cadre d'un Serpent pétrolier international — comme le suggère Antoine Ayoub —, permettrait aux pays producteurs de tabler sur des recettes pétrolières régulières, pour financer leur développement. Cette stabilité permettrait aussi aux sociétés pétrolières d'investir et assurerait aux pays consommateurs la sécurité de leur approvisionnement, sans trop de secousses.

Cependant, la bonne volonté des « seigneurs

*Bien des réunions des ministres du Pétrole de l'OPEP donnent lieu à de véritables psychodrames, à l'occasion desquels toutes sortes de clivages peuvent se manifester : Irak-Iran, riches et moins bien lotis, « progressistes » et modérés, Arabes et non-Arabes...*